



entreprendre, ensemble

REVUE DE CONJONCTURE

.01 17 mars : annonce du confinement...
Quelles conséquences ?

.02 11 mai: Déconfinement... Et depuis ?

.03 Quel scénario pour demain ?



17 mars : annonce du confinement...
Quelles conséquences ?



Un choc d'offre et de demande

Choc d'offre

Fermeture ou quasi-arrêt de certaines activités du fait du confinement : le transport, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, les activités récréatives, le commerce spécialisé, les industries à l'arrêt (automobile, équipement, construction)

Possibilités de distribution très restreintes concernant le commerce spécialisé, hormis le circuit du e-commerce

Très brutale dégradation des marges et de la trésorerie

Restriction de l'offre de travail liée aux mesures de confinement et de quarantaine

Rupture des chaînes d'approvisionnement en amont + restriction du fret

Accès restreint à certains biens d'équipement

Fort impact direct sur l'emploi précaire, CDD courts (secteurs à très forte réactivité de l'emploi)

Conséquences massives tout au long des filières de production de biens durables et de consommation courante

Le choc va peser principalement à court terme sur le compte d'exploitation des entreprises

Effet qui n'est **que partiellement compensé par le télétravail**

Risque de pénurie et d'enchère sur les prix de certains composants

Effet peu prégnant à court terme et non pertinent à long terme.

Un choc d'offre et de demande

Choc de demande

Gel de l'investissement et des embauches, hausse du chômage (partiel ou non)

Les secteurs les plus exposés au confinement, sont des secteurs de service (ce qui est atypique), à ajustement rapide de l'emploi. Le chômage partiel ne pourra absorber tout le choc

Ajournement forcé de toutes les dépenses de consommations de biens et services non distribués (45% de la consommation). Effet diffus sur la confiance des ménages à plus long terme

Hausse massive et forcée du taux d'épargne

Ralentissement de la demande mondiale (circuit exportations)

Effet puissant du multiplicateur du commerce international

Source : Etude Xerfi 01/04/2020



Les secteurs en première ligne

01



Les secteurs en première ligne

Ce sont les secteurs les plus directement et massivement impactés par les mesures de confinement :

- soit qu'ils soient mis à l'arrêt ou quasi arrêt
- soit qu'ils soient très fortement exposés aux impacts de l'arrêt ou quasi arrêt des autres activités ou du ralentissement massif du commerce international



Les secteurs en première ligne

- Hébergement et restauration:
- Commerce:
- Transport:
- Services aux personnes - Activités récréatives, soins, loisir, culture etc.
- Matériel de transport
- Biens d'équipement
- Construction



Les secteurs en première ligne

Hébergement et restauration:

L'ensemble de ce secteur peut être considéré à l'arrêt du fait des mesures de fermetures et du gel des activités touristiques.

Ne subsiste qu'un tout petit flux de voyages essentiellement professionnels.

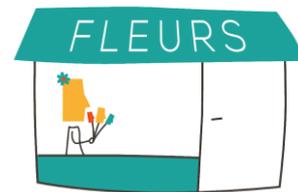
Le chiffre d'affaires est peu récupérable et il existe des doutes importants sur la rapidité de la reprise des flux du tourisme international



Les secteurs en première ligne

Commerce:

L'extension des mesures de fermeture au commerce non lié aux besoins de première nécessité a amplifié considérablement la portée de la crise, avec des remontées puissantes en amont sur l'industrie de biens durables.



Le Commerce de détail spécialisé et de gros non alimentaire tout comme les concessionnaires automobile ont été quasiment à l'arrêt (50% de la distribution). Les grossistes alimentaires approvisionnant la restauration sont aussi fortement impactés, avec une faible possibilité de report sur le commerce de détail.



Les secteurs en première ligne

Commerce:

Néanmoins, un tiers du secteur a été épargné par les mesures de fermeture (détail alimentaire spécialisé ou non, pharmacies, tabacs, réparation auto, stations essence (impactées néanmoins par l'effondrement du transport). Le segment alimentaire bénéficie par ailleurs à court terme des achats de stockage (avec un saut de 15-20% du CA durant le confinement).

Autre amortisseur, **le canal du e-commerce, qui représente 9,1% du commerce de détail**, avec des pointes de 45% pour les produits culturels, 20-25% pour la high-tech et l'électroménager, 14% pour l'habillement ou le meuble. Ce canal va transitoirement accroître ses parts de marché et temporiser la chute du commerce.



Les secteurs en première ligne

Transport:

Le transport de personnes (air, mer, terre et rail dans une moindre mesure) est quasiment à l'arrêt durant la période de confinement.

On peut estimer à 75%, au minimum la chute des différents trafics sur la composante B2C. Le fret et l'entreposage de marchandises sont potentiellement moins impactés, mais les flux sont considérablement ralentis par la mise à l'arrêt de pans entiers de l'industrie.

Le transport de produits alimentaires pour le commerce et d'autres produits pour le e-commerce sont les seuls segments à avoir échappé à un ralentissement massif



Les secteurs en première ligne

Services aux personnes - Activités récréatives, soins, loisir, culture etc.

Les services aux ménages, basés sur des relations interpersonnelles et/ou générateurs de rassemblements, sont pour la plupart à l'arrêt total, avec de faibles possibilités de récupération du chiffre d'affaires à court terme.

Ils peuvent néanmoins bénéficier d'un effet « rush » transitoire à la sortie du confinement.



Les secteurs en première ligne

Matériel de transport

L'automobile (constructeurs et équipementiers, soit 46% de la branche matériel de transport) est à l'arrêt total (fermeture des concessionnaires). Il y a eu une certaine inertie en mars compte tenu de l'écoulement des commandes passées. Ensuite, l'activité a été à zéro.



Les secteurs en première ligne



Matériel de transport

Pour les autres fabricants de matériel de transport à cycle long de production, vivant sur des carnets de commandes de plusieurs années (aéronautique, ferroviaire, naval), la perturbation de l'emploi et des chaînes d'approvisionnement en amont ainsi que l'ajournement des commandes perturbe l'activité à court terme. Mais le choc est lissé.

De surcroît, compte tenu de la gravité de la crise des transporteurs, il est probable que les perspectives de croissance à moyen terme soient significativement révisées à la baisse



Les secteurs en première ligne

Biens d'équipement

Le secteur prendra de plein fouet le gel des plans d'investissement des entreprises aux plans national et international. Ce freinage s'étirera au-delà du choc du confinement stricto sensu, compte tenu de la gravité des problèmes de trésorerie auxquels sont confrontées les entreprises actuellement et à la nécessité d'apurer les dettes de court terme.

Il est de surcroît pénalisé par les problèmes d'approvisionnement en amont, ce qui contribuera à freiner l'effet de rattrapage, lié à l'ajournement des projets d'investissement.



Les secteurs en première ligne



Construction

Pratiquement tous les chantiers ont été à l'arrêt, au moins dans un premier temps, la profession refusant notamment d'exposer leurs salariés.

Le choc intervient alors même que se dessinait déjà un renversement du cycle de la construction, dans le sillage du ralentissement des mises en chantier depuis plusieurs trimestres.

Les travaux publics aggravent ce mouvement, soumis au reflux des projets en période post-électorale (municipales).



*Les secteurs en seconde
ligne, entraînés dans la
baisse générale de l'activité*

02



Les secteurs en seconde ligne, entraînés dans la baisse générale de l'activité

Ces secteurs, qui occupent des maillons clés des chaînes de valeur industrielles ou de la construction, amplifient traditionnellement le cycle économique (le PIB).

Ils subissent une récession sévère d'autant que la fermeture des commerces spécialisés a bloqué l'écoulement de la production auprès des ménages en aval. Ils ont eu dès lors très largement recours au chômage partiel.



Les secteurs en seconde ligne

- Services aux entreprises
- Les autres industries (hors Industrie Agro Alimentaires)



Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité

Services aux entreprises

Ces services prennent le choc de plein fouet :

- certains services de soutien (l'intérim, la restauration collective, etc.)
- ou services spécialisés (conseil, ingénierie, marketing événementiel, etc.), dont l'activité est très immédiatement impactée par l'arrêt ou quasi arrêt des secteurs de premières lignes



Les secteurs suiveurs, entraînés dans la baisse générale de l'activité



Les autres industries (hors IAA)

Il s'agit des entreprises de matériaux, bois, papier, métallurgie, caoutchouc, matériaux plastiques, matériaux de construction, etc... Ces secteurs prennent de plein fouet l'effondrement de la production en aval, de l'automobile, des biens d'équipement et de la construction, sur le marché national et international.

La dynamique des Industries Agro Alimentaire et du commerce de détail alimentaire ou généraliste en aval constitue un facteur stabilisant pour certains segments. Mais la fermeture du commerce non alimentaire bloque par ricochet l'activité de certaines entreprises de fabrication de biens de consommation.



Les secteurs résilients

03



Les secteurs résilients

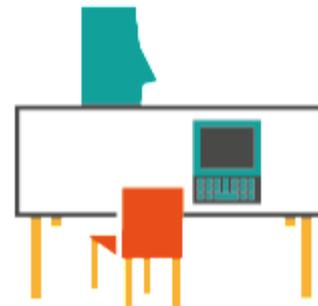
Ces secteurs sont stabilisants.

Soit parce que leur valeur ajoutée est estimée sur la base des coûts engagés

- services administrés,
- santé,
- éducation

Soit parce que leur activité est stimulée par le contexte de crise à brève échéance :

- télécommunications : dopée par le confinement et le télétravail
- Industrie Agro Alimentaire : partie s'adressant au circuit du commerce de détail



Quel niveau d'activité pendant le confinement ?

04



Une reprise très partielle de l'activité durant le confinement

Le décrochage du PIB était estimé à 33% le 7 mai par l'Insee par rapport à une situation normale, en légère hausse par rapport à ses points bas de mars (-35%).

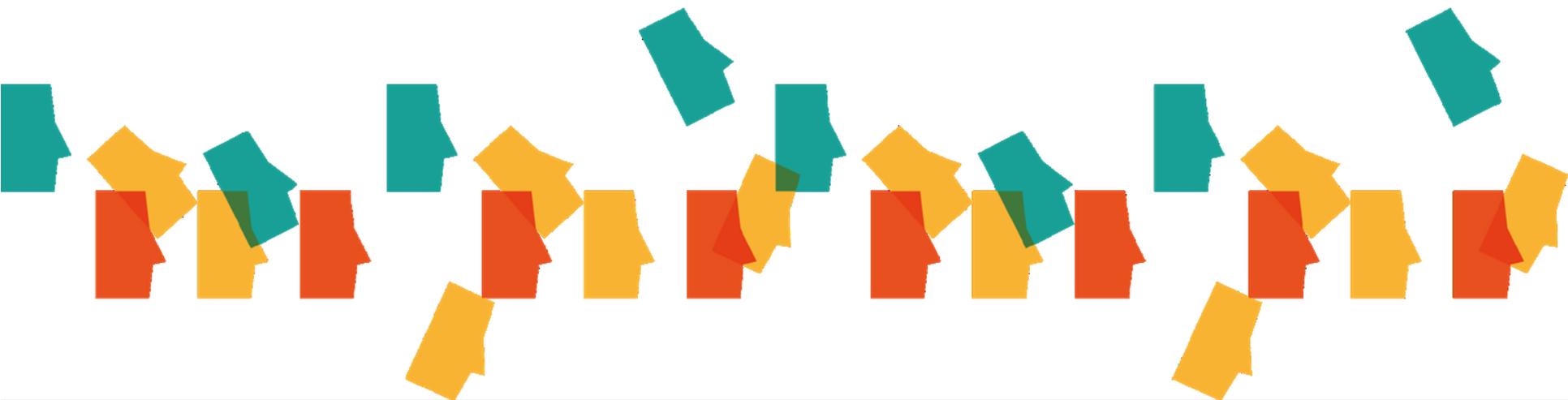
Un très léger souffle de reprise d'activité était donc perceptible avant même la sortie du confinement.

Une petite proportion d'entreprises à l'arrêt a repris une activité très partielle au cours du confinement, après un arrêt complet courant mars : 12,5% des entreprises.

Cette très légère amélioration de la situation provient d'abord du secteur de la construction. C'est dans ce secteur que l'on observe la plus grande proportion d'entreprises ayant repri une activité réduite entre fin mars et fin avril selon l'enquête Xerfi (29% des entreprises ayant redémarré après un arrêt complet).



11 mai: Déconfinement... Et depuis ?



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en terme d'accélération de la reprise d'activité

Mais tout indique que la sortie du confinement ne s'opérera que de façon très graduelle quel que soit le secteur d'activité.

Le prolongement des mesures de sécurité sanitaire, les contraintes continuant à peser sur la mobilisation normale de la main-d'œuvre, le climat d'incertitude pesant sur l'emploi et les revenus, ralentissent la reprise.

L'activité rebondit au mois de mai à la suite du déconfinement, tout en restant à un niveau inférieur à la normale



L'INDUSTRIE



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Dans l'**industrie**, la production augmente fortement au mois de mai dans tous les sous-secteurs, avec un regain plus marqué dans les secteurs qui ont été les plus affectés en mars et en avril;

Cela ne comble que partiellement malgré tout le recul d'activité enregistré au cours des mois précédents.

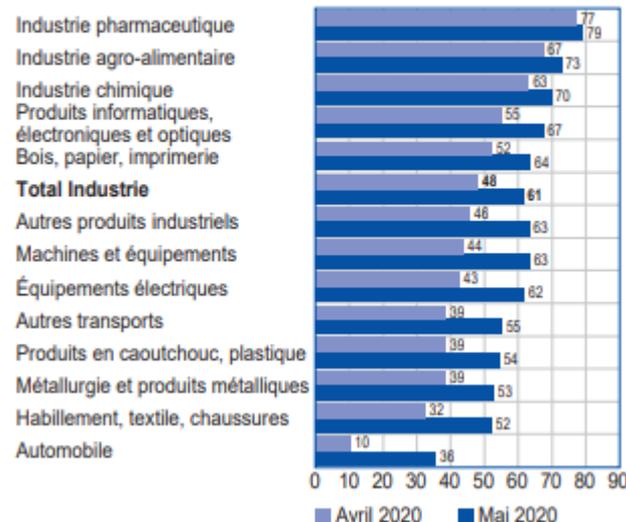


La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Le taux d'utilisation des capacités de production repart à la hausse et gagne 13 points, à 61 % en moyenne après 48 % en avril (et 78 % avant la crise). Il progresse particulièrement dans :

- l'automobile, de 10 % en avril à 36 % en mai,
- dans les biens d'équipement, de 44 % à 63 %
- et dans le textile et habillement, de 32 % à 52 %.

Niveau du taux d'utilisation des capacités de production (en %)



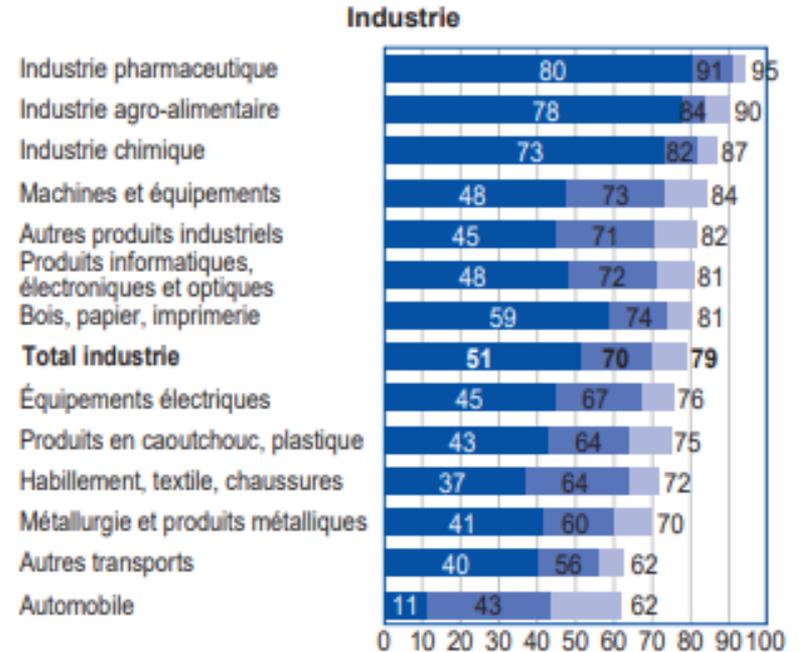
Source : point conjoncture banque de France 09/06/2020



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Pour le mois de juin, dans l'industrie, les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle augmentation de la production.

Tous les secteurs s'inscriraient en hausse.



LES SERVICES ET LE BATIMENT



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Les **services** enregistrent également un rebond de l'activité, toutefois moins marqué que dans l'industrie et inégal selon les secteurs.

Les services qui n'ont pas pu fonctionner en télétravail en mars et en avril et qui avaient donc davantage souffert, sont ceux qui reprennent avec le rythme le plus soutenu.

La progression est particulièrement marquée dans

- les transports, en lien avec la reprise industrielle,
- et dans le travail temporaire tiré notamment par le bâtiment,
- ainsi que dans la réparation automobile et les « autres activités de services », qui incluent des services à la personne tels que les coiffeurs.

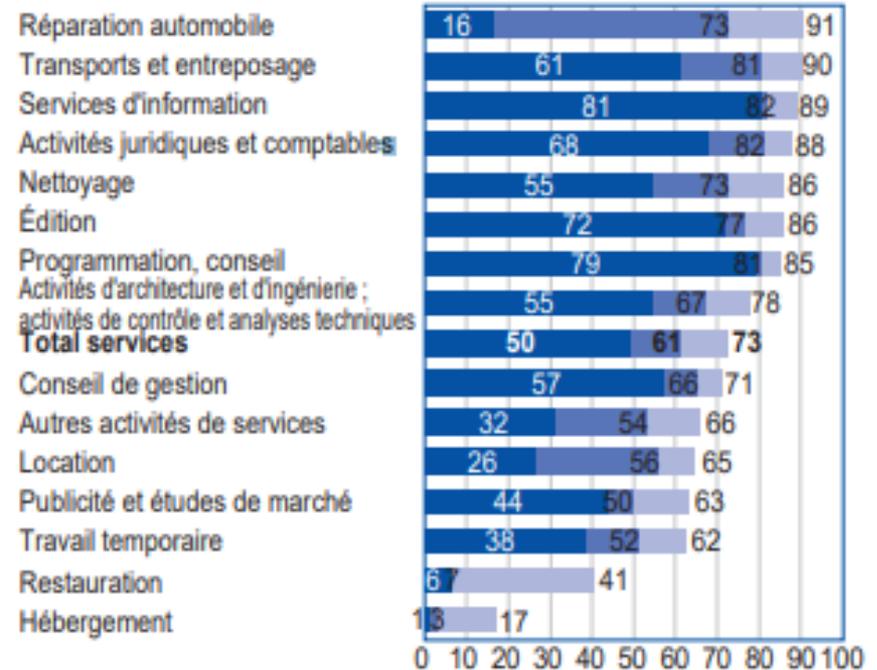


La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Pour le mois de juin, dans les services, l'activité progresse de nouveau : **la restauration connaît la hausse la plus importante, avec les nouvelles mesures de déconfinement** en vigueur à partir du 2 juin, après un mois de mai très marqué du fait du maintien de fermeture.

La réparation automobile continue d'être dynamique, tout comme les transports et le travail temporaire.

Services



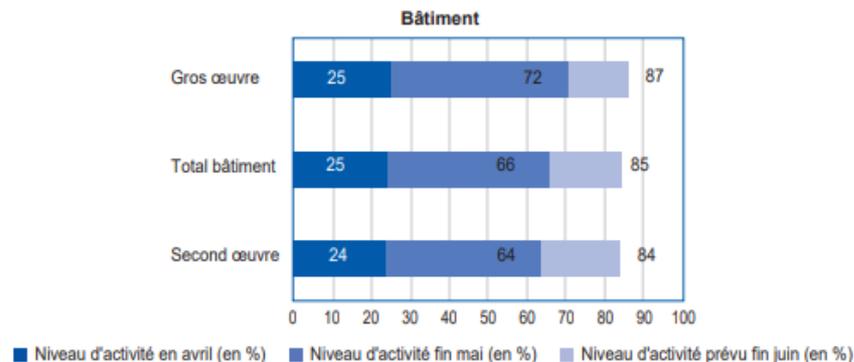
Source : point conjoncture banque de France 09/06/2020



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

En mai le **bâtiment** a repris de façon très dynamique, particulièrement dans le second œuvre et a regagné ainsi une part de l'activité perdue en mars-avril.

En juin l'activité continue de se redresser mais à un rythme plus modéré qu'au mois de mai.



Source : point conjoncture banque de France 09/06/2020



IMPACT SUR LA TRESORERIE



La sortie du confinement du 11 mai, marque bien un tournant en termes d'accélération de la reprise d'activité

Dans ce contexte, marqué également par le soutien aux entreprises au travers des PGE, la **trésorerie** s'améliore dans l'industrie comme dans les services et revient à un niveau jugé correct par les chefs d'entreprise, qui reste toutefois en deçà du niveau d'avant crise.



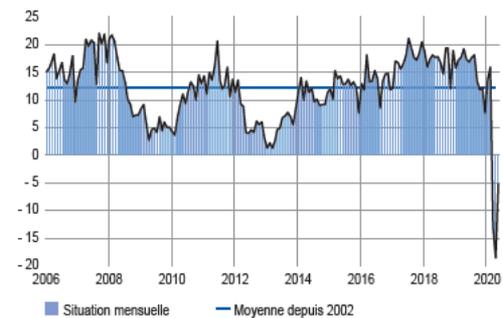
Situation de trésorerie dans l'industrie

(solde d'opinion)



Situation de trésorerie dans les services marchands

(solde d'opinion)



Source : point conjoncture banque de France 09/06/2020



Quel scénario pour demain?



*Une montée en charge très
graduelle de l'activité des
entreprises.*



Une montée en charge très graduelle de l'activité des entreprises.

Lorsque l'on sonde les perspectives et le timing de reprise de l'activité du côté des entreprises, même si ces dernières ont considérablement été rehaussées avec la sortie effective du confinement, le scénario d'une remontée lente et partielle, sans rattrapage, s'étageant sur plus d'un an se confirme :

- 40% des entreprises entrevoient un retour à une activité normale d'ici l'été,
- 50% en septembre
- et 70% d'ici la fin de l'année.

Le processus se poursuit lentement tout au long de l'année 2021. Ces résultats coïncident avec ceux de l'enquête Acemo de la Dares, menée du 1er au 11 mai.



Une montée en charge très graduelle de l'activité des entreprises.

■ Pourcentage des entreprises anticipant un retour à une activité normale après confinement (enquête Xerfi dirigeants de mai)

Unité : pourcentage des entreprises (Xerfi), pourcentage des salariés (Acemo),



Sources : Xerfi, enquête dirigeants, Dares, enquête Acemo Covid, mai 2020,

* Menée du 1^{er} au 12 mai 2020** Menée du 24 au 30 avril 2020*** Menée du 14 au 20 mai 2020



Quelle croissance à venir?



Une récupération lente à horizon 2021

Le recul du PIB devrait être de l'ordre de -9,6 % en 2020.

Le rebond de l'activité en 2021 (+9,1%) ne permettra pas une récupération complète de l'économie, ni en niveau, ni en tendance..

Un scénario de rattrapage rapide de l'activité se heurte à de nombreux obstacles :

- Les pertes de production dans certains services ne sont pas récupérables
- l'industrie a des limites de production, qui ne peuvent être étendues pour une période transitoire ;
- l'emploi et du revenu des ménages vont être ralentis, freinant le potentiel de rebond
- le prolongement des freins sanitaires sur la consommation des ménages, notamment de services. Les contraintes de distanciation sociales pèseront encore pour un moment



L'emploi comme variable d'ajustement

Les perspectives de l'emploi sont dégradées pour cette année. Le recul de l'emploi pourrait s'élever à 2.1% en 2020.

Le recours massif au chômage partiel a permis aux entreprises de temporiser les ajustements d'effectifs : Les demandes de chômage partiel concernent 13.3 millions de salariés au 8 juin (source Dares)

L'emploi précaire (CDD et intérim court) a néanmoins subi une contraction nette

Et l'ajustement s'étend aux CDI en sortie de confinement. L'emploi va devenir une variable d'ajustement inévitable, contribuant potentiellement à l'impossible retour rapide de l'économie à son niveau initial. L'UNEDIC anticipe le 18 juin 900 000 destructions d'emplois d'ici la fin de l'année par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.



Des trésoreries fragiles et un endettement majoré

À court terme, la mobilisation rapide des aides de l'État (chômage partiel, aides aux TPE, ajournement de certains frais, ouverture des vannes des crédits de trésorerie) a permis de préserver les capacités et de différer les problèmes aigus de trésorerie.

L'action gouvernementale a ainsi permis d'éviter le pire. Mais cet ajournement des dépenses et l'accroissement des dettes reportent sur les trimestres suivants les problèmes de trésorerie.

Il y a un enjeu majeur pour les entreprises à mettre en place des plans d'action pour ne pas subir la contraction de leur trésorerie. Des plans de restructuration de la dette financière jusqu'à la sollicitation de régime de sauvegarde seront parfois indispensables à la poursuite d'activité



Des différences d'impact notables selon les secteurs

Le choc d'activité est particulièrement massif dans les services impliquant de la promiscuité et des contacts interpersonnels (restauration, divertissement, tourisme, etc.). Une évolution de leur modèle économique et de leur offre de service pourrait être un enjeu clé de sortie de crise.

Mais d'autres secteurs sont exposés à des risques dépressifs durables, du fait des changements de comportement des consommateurs et des efforts de restauration des marges et des trésoreries des entreprises. C'est le cas de l'aéronautique, des médias (confrontés au repli des recettes publicitaires) ou de certains secteurs BtoB qui pourraient mettre du temps à s'extraire de l'impact de la crise.



Les enjeux de sortie de crise

C'est en ayant en tête ces enjeux lourds d'adaptation de l'offre qu'il faut aborder la période qui s'ouvre.

A moyen terme, la vitesse de récupération de l'économie dépend de deux facteurs décisifs.

- Le premier est **l'arbitrage de consommation des ménages, et notamment la façon dont ils mobiliseront leur épargne**

Les ménages se retrouvent aujourd'hui en situation paradoxale.

- Leur revenu s'est contracté, leur emploi est fragilisé,
- mais leurs disponibilités financières se sont accrues avec le confinement.

Il y a un enjeu majeur à la reprise de la consommation : à défaut on risque un nouveau choc de la demande, générant un niveau d'activité dégradé des entreprises, avec un risque de récession accru.



Les enjeux de sortie de crise

- Le deuxième est **l'anticipations des entreprises et de leurs retombées en matière d'emploi.**

Les pertes d'activités subies sur le premier semestre ne sont pas récupérables à hauteur dans la plupart des secteurs.

Le recours massif au chômage partiel a permis aux entreprises de temporiser les ajustements d'effectifs pendant ce premier semestre.

Une des possibilités à défaut de reprise rapide du niveau d'activité est en ajustement de la masse salariale en fonction du recul de chiffre d'affaires.

Ce qui immanquablement génèrera une contraction de la consommation et de fait participera au ralentissement d'un retour de l'économie à son niveau initial



Merci



